

## L'HISTOIRE de la semaine

La cité catalane est, depuis les années 1960, un haut lieu des nostalgiques de l'Algérie française. Gouvernée depuis quatre ans par Louis Aliot, vice-président du Rassemblement national, elle est devenue sous son égide le laboratoire d'une contre-mémoire coloniale, révisionniste et raciste de plus en plus visible.

**CYPRIEN CADDEO**

[cyprien.caddeo@humanite.fr](mailto:cyprien.caddeo@humanite.fr)

REPORTAGE PHOTO : J.-C. MILHET / HANS LUCAS



En mars, Louis Aliot (RN) visitait l'exposition « FLN et Hamas, mêmes méthodes, même stratégie », organisée dans sa ville par le Cercle algérianiste.

« Coloniser, c'est peupler et mettre en valeur », peut-on lire sur une pancarte du couvent Sainte-Claire, qui fut une prison de 1792 à 1989, et abrite maintenant les reliques de la France coloniale.

# PERPIGNAN, CAPITALE DE LA «

**CENTRE DE  
DOCUMENTATION  
DES FRANÇAIS  
D'ALGÉRIE**

**NOSTALGÉRIE »**

## L'HISTOIRE de la semaine

**L**e lieu était autrefois un couvent, puis une prison. Ceux qui en ont la gestion en ont gardé les réflexes. Pour pénétrer dans le Centre de documentation des Français d'Algérie (CDFA), dont la porte est toujours verrouillée, il faut déjà savoir où le trouver dans

le dédale coloré du vieux centre de Perpignan. On y entre ensuite sur demande, en indiquant par interphone le motif de sa visite, au coin de la rue du Général-Derroja, du nom d'un militaire né dans la région et qui a participé à la conquête de l'Algérie, au XIX<sup>e</sup> siècle. Le décor est posé.

Bienvenue dans le temple des nostalgiques de l'Algérie française. Ici, la France coloniale expose ses reliques : cigares oranais, uniformes militaires, cahiers d'école, services à thé tout en dorures, affiches ensoleillées vantant les mérites de ce coin de paradis méditerranéen... Sur les pancartes, on lit que « coloniser, c'est peupler et mettre en valeur ». Qu'avant la conquête, il n'y avait ni routes ni hôpitaux. Que le colon a apporté l'instruction publique pour tous (en 1958, près de 85 % de la population arabe et kabyle étaient pourtant non scolarisés). Ou encore que « les recherches entreprises à partir de la colonisation ont révélé l'Algérie à elle-même », sous-entendu que les Indigènes ignoraient tout de leur propre histoire. « Il y a cette conviction chez de nombreux pieds-noirs d'avoir accompli une œuvre civilisationnelle, presque messianique, relève l'historien Alain Ruscio ("Nostalgie", 2015). Or, il y avait une nation algérienne en gestation avant la colonisation. Preuve en est, la résistance opposée à la conquête : si l'Algérie était une terre vierge, la France n'aurait pas eu besoin de brûler des villages ou d'accaparer des terres pour la soumettre. » Une histoire dont le CDFA ne fait nulle mention, bien sûr. Ni du statut de l'indigénat, de l'absence d'accès aux droits civiques des Arabes, des attentats terroristes de l'Organisation de l'armée secrète (OAS), ou bien des tortures pendant la « bataille d'Alger ».

### L'ENTRE-SOI POUR SOIGNER SES RÉSEAUX

Le site, propriété de la Mairie, dirigée depuis 2020 par Louis Aliot (RN), est géré par une association nationale dont il est très proche, le Cercle algérieniste, principal promoteur d'une mémoire pied-noire révisionniste, parfois qualifiée de « nostalgique ». « Ce n'est pas tant un musée pour les Perpignanais ou pour les touristes, qu'un lieu pour le Cercle. C'est de l'entre-soi pour soigner ses réseaux », commente pour « l'Humanité magazine » la journaliste Maïté Torres, du site d'information indépendant Made



Le Centre de documentation des Français d'Algérie joue le rôle de « lieu de mémoire » et communautaire pour les rapatriés les moins progressistes.



Louis Aliot se sert des noms de voies pour envoyer des signaux à la communauté pied-noire, stratégique dans la course à l'hôtel de ville. Ici, un député FN d'Algérie.

In Perpignan, qui documente de près les pérégrinations mémorielles de l'édile d'extrême droite. Le CDFA a davantage les atours d'un lieu communautaire que d'une vitrine offensive de la bataille culturelle. En tournant les pages du livre d'or, au cœur de l'exposition permanente, on lit des centaines de messages remerciant Perpignan pour ce « lieu de mémoire essentiel », « cet endroit où se recueillir et faire son deuil ». Des visiteurs indiquent avoir retrouvé le nom d'une tante ou d'un grand-père sur le « mur des disparus d'Algérie », plaqué dans l'arrière-cour du centre. Deux gerbes de fleurs y sont déposées : l'une au nom du Cercle algérieniste, l'autre au nom de Louis Aliot.

Le maire RN de Perpignan, dont la mère, Thérèse Sultan, était une rapatriée d'Algérie, a activement travaillé ces réseaux. Il faut dire que, au cœur des Pyrénées-Orientales, le terrain préexistait. Si des monuments nostalgiques ont été élevés un peu partout en France, généralement sur le pourtour méditerranéen (mais aussi jusqu'à Toul, en Lorraine, où une statue de Marcel Bigeard, général tortionnaire, doit être installée cet été), Perpignan est un cas à part. La question des pieds-noirs est constitutive de l'identité de la cité. Dans les années 1960, une ville nouvelle, le quartier du Moulin-à-Vent, émerge de

## « IL Y A CETTE CONVICTION CHEZ DE NOMBREUX PIEDS-NOIRS D'AVOIR ACCOMPLI UNE ŒUVRE CIVILISATIONNELLE, PRESQUE MESSIANIQUE. »

ALAIN RUSCIO, HISTORIEN

terre pour accueillir en urgence quelque 13 000 rapatriés. Les murs blancs offrent aux arrivants une réminiscence d'Alger et d'Oran. À tel point que tout le monde s'accorde à dire qu'il est impensable de remporter l'hôtel de ville sans être pied-noir ou au minimum bien vu d'eux, alors qu'ils ne représentent qu'environ 5 % d'un électorat multiculturel (mais les pieds-noirs ont l'avantage de peu s'abstenir).

### DES MONUMENTS PRO-OAS

Le CDFA, d'ailleurs, n'est pas une création du RN. Il a été inauguré en 2012, par le maire précédent, étiqueté LR, Jean-Marc Pujol. Pied-noir lui-même, né à Mostaganem. Son prédécesseur, Jean-Paul Alduy, avait lui érigé une stèle pro-OAS en 2003, dans un cimetière du nord de la ville : « Aux fusillés, tombés pour que l'Algérie reste française », déclame une imposante plaque de marbre noir représentant un homme ligoté en martyr sur un poiteau d'exécution. Parmi les noms célébrés par le monument, celui de Jean Bastien-Thiry, fusillé en 1963 après avoir organisé deux tentatives d'assassinat de Charles de Gaulle.

La stèle OAS fait s'étrangler Jacky Mallea depuis plus de vingt ans. Ce pied-noir engagé à gauche nous rencontre dans un café du centre-ville, son béret couleur crème vissé sur le crâne. Il est un des fondateurs du collectif Pour une histoire franco-algérienne non



« Aux fusillés, tombés pour que l'Algérie reste française », proclame cette stèle pro-OAS érigée en 2003, à l'initiative de l'ancien maire Jean-Paul Alduy (UMP).

falsifiée. « Louis Aliot n'a pas de chance, j'ai 84 ans et je suis en pleine forme, je peux encore les emmerder longtemps ! » s'amuse cet ancien directeur de centre de vacances né à Guelma, qui a refusé de porter les armes au moment de la guerre d'Algérie. Il a écrit à chaque président depuis Jacques Chirac pour réclamer le déboulonnage de ce qu'il considère comme « un hommage aux assassins ». La plaque a été longtemps le lieu de regroupement de l'Adimad (Association amicale pour la défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus et exilés politiques de l'Algérie française), une association fondée par des anciens de l'OAS.

« Louis Aliot a intensifié cette mémoire nostalgique », soupire Jacky Mallea. Régulièrement, le maire envoie des signaux à la communauté pied-noire. Malgré les protestations des rapatriés progressistes, il affuble en 2022 un square du quartier du Moulin-à-Vent du nom de Mourad Kaouah, ancien député FN de l'Algérie française et compagnon de route de Pierre Sergent, ex-résistant mais aussi chef de l'OAS et coorganisateur du putsch de 1961. Puis Sergent lui-même a droit à sa plaque, sur une esplanade bordée par des jeux pour enfants, en plein cœur de ville.

### UN FOND COLONIAL ET RACISTE

Cette fois, cela ne passe pas. Des riverains protestent. Un collectif d'anonymes se monte, les Effrontés. Deux de ses membres nous racontent comment, en février 2023, ils ont recouvert la plaque du nom de Maurice Audin, militant de l'indépendance algérienne assassiné par l'armée française. Louis Aliot, furieux, a fait retirer la plaque. À la place, la Mairie a installé une caméra de surveillance panoptique – la ville en revendique plus de 300. « Il y a un vrai fond colonial et raciste dans cette ville, propice à ce que le RN réécrive l'histoire, dénoncent les Effrontés. La population est globalement indifférente. Louis Aliot met le paquet sur les animations : à Noël, la ville est décorée de partout, on dirait Eurodisney, les gens sont contents. »

Chaque 19 mars, date des accords d'Évian mettant officiellement fin à la guerre d'Algérie, Perpignan fait l'objet d'une animation d'un autre genre. Jean-Marc Pujol, en son temps, mettait les drapeaux de la ville en berne. Louis Aliot est allé plus loin, en organisant plusieurs expositions chocs sur le Front de libération nationale (FLN), l'organisation indépendantiste qui a pris les armes contre la France. À la manette, le Cercle algérieniste, encore. Des photos de massacres et d'enfants mutilés sont ainsi affichées sans contextualisation historique – l'arrière-plan colonial est, bien sûr, absent. L'exposition se veut une réponse au rapport de »

» L'historien Benjamin Stora, remis en janvier 2021 à l'Élysée, qui visait à apaiser les mémoires française comme algérienne. « Ces images, je doute que vous les ignoriez (...) et je souffre que vous les passiez sous silence, conjuguant ainsi celui-ci avec repentance », écrit à cette occasion Louis Aliot, dans une lettre ouverte à l'historien. « Il n'y a que les pieds-noirs qui viennent à ces expositions. Cela leur permet de rester dans leur bulle, dans cette idée que tout allait bien jusqu'à ce que le FLN gâche tout. En réalité, ils ne connaissent rien de l'Algérie, s'emporte pour sa part Jacky Mallea. Moi, je les plains, ils mourront sans savoir ou sans vouloir savoir ce qui est vraiment arrivé là-bas. »

En 2022, Perpignan s'autoproclame « capitale des Français d'Algérie » et verse une subvention de 100 000 euros au Cercle algérieniste, en échange de quoi celui-ci chapeaute trois jours de célébrations estivales de « l'œuvre coloniale » et de la « résistance » de l'OAS. Puis, en mars 2024, Louis Aliot, surfant sur le contexte international, pousse encore la logique avec une nouvelle exposition : « FLN et Hamas, mêmes méthodes, même stratégie », dans laquelle sont alternativement exposées des photos des massacres de la guerre d'Algérie et des attentats du 7 octobre 2023 en Israël, là encore sans aucune perspective historique. Une manière de faire coup double, selon l'historien Alain Ruscio : « D'un côté, Louis Aliot envoie un message aux nostalgiques. De l'autre, il tisse un lien implicite entre Arabes et violence : "Regardez, hier comme aujourd'hui, les Arabes ont commis des actes terroristes comparables." Le tout en évacuant, bien sûr, la question coloniale, en Algérie comme en Israël. » Triple bénéfice,

## LOUIS ALIOT SOIGNE SES RELATIONS AVEC LA COMMUNAUTÉ JUIVE POUR RIPOLINER LE PASSÉ ANTISÉMITTE DU RN.

même. Louis Aliot soigne ainsi ses relations avec la communauté juive pour ripoliner le passé antisémite du RN, principal obstacle, selon lui, à la conquête de l'Élysée pour Marine Le Pen. Sur les murs de l'hôtel de ville s'affichent d'ailleurs les visages des otages israéliens du Hamas. L'opération est une torsion de bras complète à l'histoire : voilà le RN, fondé par des ex-OAS et Waffen-SS, qui révisé d'un même geste son passé algérien en effaçant son legs nazi.

### RIVESALTES, VISAGE DE LA HONTE FRANÇAISE

À une quinzaine de minutes en voiture au nord de Perpignan se trouve un lieu qui semble défier, sans le vouloir, les contorsions du RN. Sur une vaste plaine frappée par le soleil et battue par les vents s'étale le mémorial de Rivesaltes. Les Pyrénées découpent l'horizon de cette ancienne base militaire, devenue au XX<sup>e</sup> siècle un camp d'internement pour, successivement, les réfugiés républicains de la guerre d'Espagne à la fin des années 1930, puis, sous Vichy, les juifs étrangers et les gens du voyage en attente de déportation et, enfin, les harkis, ces supplétifs algériens de l'armée française enrôlés de gré ou de force, que la métropole se refusait à rapatrier après la guerre. Entre 1962 et 1963, 22 000 harkis transitent par les baraques de fortune du camp de Rivesaltes, surnommé le « Sahara du Midi ». Le premier hiver, aucun enfant de moins de 6 mois n'y survit. « Ici, c'est le visage de la honte de la France : un endroit où l'on a interné arbitrairement des personnes pendant des décennies », résume Nicolas Serpette, directeur de la communication du mémorial. Un entrelacs de mémoires vives et douloureuses dialoguant entre elles, inauguré en 2015 par les socialistes, et qui, malgré sa neutralité politique revendiquée, représente pour le RN local un des insupportables maillages de la « politique de la repentance ».

Louis Aliot, invité plusieurs fois à Rivesaltes comme les autres élus du département, ne s'y est rendu qu'une seule fois. C'était le 19 mars 2022, pour accompagner une délégation de harkis proches du RN venue protester contre le « manque de reconnaissance » des massacres du FLN. La troupe était menée par son ancien attaché parlementaire, Mohamed Bellebou, depuis mis au placard à l'hôtel de ville après des propos homophobes visant Gabriel Attal. Là encore, toute une histoire. ●



« Le maire a intensifié la mémoire nostalgique », regrette Jacky Mallea, pied-noir et cofondateur du collectif Pour une histoire franco-algérienne non falsifiée.